



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les Finances des régions en 2019

(Comptes de gestion)

Collection

Statistiques et finances locales (tableaux)



Direction générale des collectivités locales



Les tableaux « **Les finances des régions en 2019** »
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales (DESL)
de la Direction générale des collectivités locales (DGCL)
par Léana MADJOU FOTSING

novembre 2020

Directeur de la publication : **Stanislas BOURRON**

SOMMAIRE

Méthodologie.....	4
Liste des tableaux.....	9
Les dépenses des régions (tableau T01).....	10
Les recettes des régions (tableau T02).....	11
Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (tableaux T03.1 et T03.2).....	12
Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (tableaux T04.1 et T04.2).....	14
Ventilation des dépenses d'investissement par nature (tableau T05).....	16
Ventilation des recettes d'investissement par nature (tableau T06).....	17
Les prélèvements et reversements de fiscalité (tableau T07).....	18
Synthèse des recettes fiscales (tableau T08).....	19
Emprunts et endettement (tableau T09).....	20
Soldes de gestion et indicateurs (tableaux T10.1 et T10.2).....	21
Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement en % (tableau T11.1).....	23
Ventilation par fonction des dépenses d'investissement en % (tableau T11.2).....	24
Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1).....	25
Les dépenses pour les lycées (tableau T12.2).....	26
Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3).....	27
Les ratios financiers (tableau T13).....	28
Données démographiques (tableau T14).....	29
Données géographiques (tableau T15).....	30
Données économiques et sociales (tableau T16).....	31

Méthodologie

1 Généralités

1.1 Outre les résultats de l'ensemble des régions, les tableaux T01 à T13 présentent ceux de la collectivité de Corse et des collectivités territoriales uniques de la Martinique et de la Guyane, qui ne sont juridiquement pas des conseils régionaux, mais dont elles englobent les compétences. Ces collectivités à statut particulier figurent en fin de tableau et les données les concernant ne contribuent pas au calcul des totaux.

1.2 Le plan comptable utilisé par les régions est en majeure partie en nomenclature M71. D'autres régions et l'ensemble des collectivités à statut particulier utilisent le plan comptable en nomenclature M57. La majeure partie des comptes (numéro et intitulé) est commune aux deux nomenclatures. Lorsque ce n'est pas le cas, la correspondance est indiquée.

1.3 Les montants correspondent à des **opérations réelles**, à l'exception des ratios financiers 1, 4, 9 et 10 (tableau T13), pour lesquels le calcul tient compte de montants d'opérations d'ordre budgétaires inscrites au compte 72 (voir 7).

2 Les dépenses

Les dépenses réelles totales des régions (tableau T01) sont égales à la somme des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement **hors remboursement des emprunts** (voir 4.2).

2.1 Les dépenses de fonctionnement (tableaux T03.1 et T03.2) sont égales à la somme des charges de personnel, des achats et charges externes, des dépenses d'intervention, des charges financières et des autres charges de fonctionnement.

2.1.1 Les charges de personnel (tableau T03.1) comprennent :

- le débit net¹ du compte 621
- le débit net¹ du compte 631
- le débit net¹ du compte 633
- le débit net¹ du compte 64

2.1.2 Les achats et charges externes (tableau T03.1) comprennent :

- le débit net¹ du compte 60, à l'exception du compte 6031 (voir 2.1.5)
- le débit net¹ du compte 61
- le débit net¹ du compte 62, à l'exception du compte 621 (voir 2.1.1)

2.1.3 Les dépenses d'intervention (tableau T03.2) comprennent :

- le débit net¹ du compte 651
- le débit net¹ du compte 655
- le débit net¹ du compte 656
- le débit net¹ du compte 657
- le débit net¹ du compte 652 uniquement si la nomenclature utilisée est la M57.

2.1.4 Les charges financières (tableau T03.2) sont égales au débit net¹ du compte 66. Au sein des charges financières, le débit net¹ du compte 6611 constitue **les intérêts des emprunts et dettes**.

2.1.5 Les autres charges de fonctionnement (tableau T03.2) comprennent :

- le débit net¹ du compte 6031
- le débit net¹ du compte 635
- le débit net¹ du compte 637
- le débit net¹ du compte 65, à l'exception des comptes 651, 655, 656 et 657 (voir 2.1.3). Le compte 652 est également exclu si la nomenclature utilisée est la M57.
- le débit net¹ du compte 67, à l'exception des comptes 675 et 676.

*Les **dépenses de gestion** (tableau T10.1) sont égales aux dépenses de fonctionnement moins les charges financières.*

¹ L'utilisation du débit net revient à transférer les éventuels crédits en moindres dépenses (atténuations de charges).

2.2 Les dépenses d'investissement (tableau T05) sont égales à la somme des dépenses d'équipement, des subventions d'équipement et des autres dépenses d'investissement. Les remboursements d'emprunts en sont exclus (voir **4.2**).

2.2.1 Les dépenses d'équipement (*immobilisations*) comprennent :

- le débit du compte 20, à l'exception du compte 204 (voir **2.2.2**)
- le débit du compte 21
- le débit net² du compte 236
- le débit net² du compte 237
- le débit net² du compte 238
- le débit des autres comptes 23

2.2.2 Les subventions d'équipement sont égales au débit du compte 204.

2.2.3 Les autres dépenses d'investissement comprennent :

- le débit du compte 102, à l'exception des comptes 10229 et 1027.
- le débit du compte 13, à l'exception du compte 139.
- le débit du compte 26, à l'exception du compte 269.
- le débit du compte 27, à l'exception des comptes 2768 et 279.
- le débit du compte 454
- le débit du compte 455
- le débit du compte 456
- le débit du compte 458
- le débit du compte 481

3 Les recettes

Les recettes réelles totales des régions (tableau T02) sont égales à la somme des recettes de fonctionnement et des recettes d'investissement **hors produit des emprunts** (voir **4.1**).

3.1 Les recettes de fonctionnement (tableaux T04.1 et T04.2) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes, des dotations et participations, et des autres recettes de fonctionnement.

3.1.1 Les impôts locaux (tableau T04.1) sont égaux au crédit net³ des comptes 731 et 7391, dont :

- les comptes 7311 et 7318 (7311 en M57) correspondant aux **contributions directes** (tableau T08).
- les comptes 7312 (732 en M57) correspondant aux reversements de fiscalité (voir **5**).
- les comptes 7391 (7391 et 7392 en M57) correspondant aux prélèvements de fiscalité (voir **5**).

A compter de l'exercice 2018, le chapitre budgétaire 731 en nomenclature M57 n'a plus exactement la même signification qu'en nomenclature M71. Un retraitement (transfert de comptes entre les chapitres budgétaires 731 et 73) permet de calculer les impôts locaux des collectivités utilisant la nomenclature M57.

3.1.2 Les autres impôts et taxes (tableau T04.1) sont égaux au crédit net³ du compte 73 à l'exception des comptes 731 et 7391 (voir **3.1.1**), dont :

- le compte 732 (731421 en M57) correspondant à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- le compte 7344 (73153 en M57) correspondant à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises).
- le compte 7383 (731422 en M57) correspondant à la 2ème part de la TICPE.
- le compte 73822 (731772 en M57) correspondant à la TICPE "Ressource régionale de l'apprentissage".
- le compte 73842 (731774 en M57) correspondant à la TICPE "Formation Professionnelle et Apprentissage".
- le compte 7385 (731775 en M57) correspondant à la TICPE "Primes employeurs apprentis".

NB : La Corse et les régions d'outre-mer disposent de recettes fiscales indirectes spécifiques inscrites au compte 734 de la nomenclature M57 (droits de consommation sur les alcools, taxe sur les rhums, octroi de mer, etc.).

La TICPE figurant au tableau T04.1 est égale à la somme des crédits nets⁴ des comptes 732 (731421 en M57), 73822 (731772 en M57), 7383 (731422 en M57), 73842 (731774 en M57) et 7385 (731775 en M57).

² L'utilisation du débit net revient à transférer les éventuels crédits en moindres dépenses (atténuations de charges).

³ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits).

⁴ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits).

Les **recettes fiscales** des régions (tableau T08) sont égales à la somme des impôts locaux, des autres impôts et taxes et de certaines **recettes d'investissement** (voir 3.2.1).

3.1.3 Les dotations et participations (tableau T04.2), versées par l'Etat ou d'autres organismes, sont égales au crédit net⁵ du compte 74 à l'exception du compte 749 (voir **3.1.4**), dont :

- le compte 741 correspondant à la dotation globale de fonctionnement (DGF). A compter de l'exercice 2018, cette recette est normalement remplacée par le versement d'une fraction du produit de la TVA (compte 733).
- le compte 746 correspondant à la dotation générale de décentralisation (DGD), y compris la DGD "continuité territoriale".

3.1.4 Les autres recettes de fonctionnement (tableau T04.2) comprennent :

- le crédit net⁵ du compte 70
- le crédit net⁵ du compte 71
- le crédit net⁵ du compte 72
- le crédit net⁵ du compte 749
- le crédit net⁵ du compte 75
- le crédit net⁵ du compte 76
- le crédit net⁵ du compte 77, à l'exception du compte 775 (voir **3.2.2**) et des comptes 776 et 777.
- le crédit net⁵ du compte 79

3.2 Les recettes d'investissement (tableau T06) sont égales à la somme des dotations, subventions et fonds divers, et des autres recettes d'investissement. **Les produits des emprunts en sont exclus** (voir **4.1**).

3.2.1 Les dotations, subventions et fonds divers comprennent :

- le crédit du compte 102 (à l'exception des comptes 10229 et 1027), dont :
 - le compte 10222 correspondant au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)
 - le compte 10223 correspondant à la majoration de la TICPE instituée dans le cadre du Grenelle de l'environnement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
 - le compte 10226 correspondant à la taxe d'aménagement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
- le crédit du compte 13 (à l'exception du compte 139), dont :
 - le compte 1332 (133122 en M57) correspondant à la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)
 - le compte 13332 correspondant à la redevance sur construction de bureaux et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)
 - le compte 13333 correspondant à la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et assimilée à une recette fiscale (voir **3.1**)

3.2.2 Les autres recettes d'investissement comprennent :

- le crédit net⁵ du compte 103
- le crédit du compte 20
- le crédit du compte 21
- le crédit du compte 231
- le crédit du compte 232
- le crédit du compte 26, à l'exception du compte 269.
- le crédit du compte 27, à l'exception des comptes 2768 et 279.
- le crédit du compte 454
- le crédit du compte 455
- le crédit du compte 456
- le crédit du compte 458
- le crédit net⁵ du compte 775

Les mouvements relatifs au compte 103 (préfinancement du FCTVA) peuvent exceptionnellement conduire à un montant négatif pour l'agrégat "autres recettes d'investissement".

⁵ L'utilisation du crédit net revient à transférer les éventuels débits en moindres recettes (atténuations de produits).

4 Les emprunts et la dette

4.1 Le produit des emprunts est égal au crédit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des recettes de la région (voir **3**).

4.2 Le remboursement des emprunts est égal au débit du compte 16 (à l'exception des comptes 1645, 1688 et 169), corrigé par soustraction du montant de la gestion active de la dette (GAD ; voir **4.4**). Il ne contribue pas au calcul des dépenses de la région (voir **2**).

L'annuité de la dette (tableau T09) est égale à la somme du remboursement des emprunts, et des intérêts des emprunts et dettes versés (voir **2.1.4**).

4.3 La dette est égale au stock de dette figurant au compte 16 (à l'exception des comptes 1688 et 169) au 31 décembre de l'année de l'exercice.

4.4 Le montant de la gestion active de la dette (GAD) est déterminé à partir du crédit et du débit des comptes 16449 et 166 :

$GAD = \text{minimum}(\text{crédit du compte 16449}, \text{débit du compte 16449}) + \text{minimum}(\text{crédit du compte 166}, \text{débit du compte 166})$

5 Prélèvements et reversements de fiscalité

A la suite de la réforme de la fiscalité locale, des prélèvements et des reversements de fiscalité sont réalisés entre les régions :

- le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale. Il est mis en œuvre pour la première fois en 2011. Un prélèvement est effectué sur les régions "gagnantes" dans la réforme de la fiscalité locale, au profit des régions "perdantes".

- le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions vise à faire converger les taux de croissance des ressources des régions vers la moyenne. Les ressources perçues par les régions et prises en compte dans le calcul sont la CVAE, les IFER et le DCRTP, ainsi que les prélèvements et reversements au titre du FNGIR.

Les prélèvements concernant ces différents fonds sont comptabilisés en moindres recettes dans cette publication. Des détails sont cependant fournis dans le tableau T07 :

- les prélèvements correspondant au compte 73912 (739221 en M57) et les reversements correspondant au compte 73121 (73221 en M57) pour le FNGIR.

- les prélèvements correspondant au compte 73914 (739222 en M57) et les reversements correspondant au compte 73122 (73222 en M57) pour le fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions.

Certains prélèvements de fiscalité, comme celui effectué au titre de la contribution pour le redressement des finances publiques (compte 73916), ne sont pas détaillés au tableau T07 et ne sont pas inclus dans le solde des prélèvements et reversements de fiscalité au tableau T08. Ils sont cependant pris en compte dans le montant total des impôts locaux dont ils constituent une moindre recette.

6 Ventilation des dépenses par fonction

Attention : la comparaison entre les régions des dépenses ventilées par fonction et sous-fonction nécessite une certaine prudence, dans la mesure où les régions ne ventilent pas leurs dépenses avec la même précision.

6.1 Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (tableau T12.1)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant de la sous-fonction 811 (transport ferroviaire régional de voyageurs). Depuis le 1er janvier 2002, et conformément à la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), l'organisation et le financement des services ferroviaires de transports collectifs d'intérêt régional ont été transférés à toutes les régions métropolitaines - à l'exception de la Corse et de l'Île-de-France (pour cette dernière, "Île-de-France Mobilités" (syndicat des transports d'Île-de-France - STIF - avant 2017) organise les réseaux de transports). Les montants inscrits en dépenses d'investissement pour l'Île-de-France sont constitués de subventions versées aux collectivités territoriales, à la SNCF et d'autres organismes de transports.

6.2 Les dépenses pour les lycées publics et privés (tableau T12.2)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 222 (lycées publics) et 223 (lycées privés). Depuis 2005, les régions assurent la construction, la reconstruction, l'extension, le fonctionnement et l'équipement des lycées. Elles sont également responsables du recrutement et de la gestion, notamment de la rémunération, des personnels non enseignant de ces établissements (personnels techniciens, ouvriers et de service - TOS).

6.3 Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (tableau T12.3)

Les dépenses sont calculées à partir des données relevant des sous-fonctions 11 (formation professionnelle) et 12 (apprentissage). Depuis 2005, les régions ont des compétences renforcées et élargies en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. Elles assurent le financement de la formation des travailleurs sociaux et le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes et la formation qualifiante des demandeurs d'emploi adultes.

7 Les ratios obligatoires (tableau T13)

Conformément aux définitions retenues dans le Code Général des Collectivités Territoriales, les ratios 1, 4, 9 et 10 prennent en compte les travaux en régie (compte 72), et les ratios 4 et 10 prennent en compte les dépenses pour compte de tiers (compte 45).

Les finances des régions en 2019

Liste des tableaux

Tableau	Page	Contenu
T01	10	Les dépenses des régions
T02	11	Les recettes des régions
T03.1	12	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)
T03.2	13	Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)
T04.1	14	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)
T04.2	15	Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2)
T05	16	Ventilation des dépenses d'investissement par nature
T06	17	Ventilation des recettes d'investissement par nature
T07	18	Les prélèvements et reversements de fiscalité
T08	19	Synthèse des recettes fiscales
T09	20	Emprunts et endettement
T10.1	21	Soldes de gestion et indicateurs (1/2)
T10.2	22	Soldes de gestion et indicateurs (2/2)
T11.1	23	Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)
T11.2	24	Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)
T12.1	25	Les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs
T12.2	26	Les dépenses pour les lycées
T12.3	27	Les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage
T13	28	Les ratios financiers
T14	29	Données démographiques
T15	30	Données géographiques
T16	31	Données économiques et sociales

T01 - Les dépenses des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses réelles totales			Dépenses de fonctionnement				Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 738,4	461	6,6%	2 254,6	278	60	0,5%	1 483,8	183	17,3%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 434,5	495	5,6%	1 020,4	352	71	2,7%	414,1	143	13,5%
53 Bretagne	1 494,7	439	2,4%	982,7	289	66	3,1%	512,0	150	1,0%
24 Centre-Val de Loire	1 320,8	499	1,7%	952,8	360	72	4,9%	368,1	139	-5,6%
44 Grand Est	2 780,2	490	11,1%	1 915,5	338	69	1,7%	864,7	152	39,9%
32 Hauts-de-France	3 107,3	509	10,9%	2 381,2	390	77	9,7%	726,1	119	14,9%
11 Ile-de-France	4 286,2	350	4,3%	2 541,3	207	59	-0,3%	1 744,9	142	11,9%
28 Normandie	1 936,3	566	19,4%	1 127,4	330	58	0,9%	809,0	236	60,3%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 808,3	461	-0,2%	1 946,5	319	69	2,4%	861,7	141	-5,5%
76 Occitanie	3 041,8	512	3,0%	2 035,4	342	67	1,1%	1 006,4	169	7,0%
52 Pays de la Loire	1 646,9	429	5,4%	1 060,9	276	64	4,0%	586,0	153	8,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 072,4	406	-1,5%	1 521,1	298	73	-2,1%	551,3	108	0,2%
01 Guadeloupe	461,6	1154	12,6%	232,6	581	50	-0,5%	229,0	572	29,9%
04 La Réunion	868,6	1007	-13,3%	471,1	546	54	0,9%	397,5	461	-25,6%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	25 381,5	477	5,8%	17 198,4	323	68	2,6%	8 183,1	154	13,3%
France métropolitaine hors Corse	29 667,7	453	5,6%	19 739,7	301	67	2,2%	9 928,0	152	13,0%
Outre-mer hors 02 et 03	1 330,2	1053	-5,8%	703,8	557	53	0,4%	626,4	496	-11,9%
Total	30 997,9	464	5,1%	20 443,4	306	66	2,2%	10 554,4	158	11,1%
94 Corse	1 159,1	3450	2,2%	879,5	2617	76	2,4%	279,6	832	1,6%
02 Martinique	1 037,9	2715	-1,4%	848,1	2219	82	-1,8%	189,8	497	0,7%
03 Guyane	430,4	1583	-28,2%	366,4	1348	85	-30,6%	64,0	235	-9,6%
TOTAL régions et CTU	33 625,3	496	4,1%	22 537,4	333	67	1,2%	11 087,8	164	10,5%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2).

(2) Part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses réelles totales.

T02 - Les recettes des régions (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Recettes réelles totales			Recettes de fonctionnement				Recettes d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (2) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 702,6	457	4,1%	3 010,4	371	81	1,8%	692,2	85	15,6%
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 362,7	470	1,9%	1 240,9	428	91	1,9%	121,8	42	2,6%
53 Bretagne	1 434,6	421	4,1%	1 302,2	383	91	6,4%	132,4	39	-14,1%
24 Centre-Val de Loire	1 324,2	500	5,2%	1 197,6	453	90	5,8%	126,6	48	0,0%
44 Grand Est	2 707,0	477	8,1%	2 398,2	423	89	4,4%	308,7	54	50,0%
32 Hauts-de-France	3 129,2	512	6,9%	2 830,0	463	90	7,3%	299,1	49	3,1%
11 Ile-de-France	4 525,1	369	5,7%	3 803,7	310	84	7,6%	721,4	59	-3,4%
28 Normandie	1 778,9	520	9,0%	1 437,0	420	81	1,7%	341,9	100	56,5%
75 Nouvelle-Aquitaine	2 774,5	455	-0,7%	2 423,7	398	87	2,5%	350,9	58	-18,4%
76 Occitanie	2 985,2	502	5,0%	2 551,4	429	85	2,4%	433,7	73	23,4%
52 Pays de la Loire	1 652,9	431	8,8%	1 391,0	362	84	6,9%	262,0	68	19,9%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 207,3	432	3,0%	1 991,5	390	90	1,0%	215,8	42	25,5%
01 Guadeloupe	464,4	1160	20,4%	324,6	811	70	10,6%	139,8	349	51,6%
04 La Réunion	832,4	965	1,6%	609,1	706	73	3,6%	223,3	259	-3,3%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	25 059,0	471	4,9%	21 773,9	409	87	3,6%	3 285,1	62	13,9%
France métropolitaine hors Corse	29 584,1	452	5,0%	25 577,6	391	86	4,2%	4 006,5	61	10,3%
Outre-mer hors 02 et 03	1 296,8	1027	7,6%	933,7	739	72	5,9%	363,1	287	12,4%
Total	30 880,9	463	5,1%	26 511,4	397	86	4,3%	4 369,5	65	10,5%
94 Corse	1 185,8	3529	3,9%	1 099,2	3272	93	3,1%	86,6	258	16,3%
02 Martinique	1 065,4	2787	-0,3%	956,2	2501	90	0,9%	109,1	285	-10,2%
03 Guyane	474,8	1747	-22,2%	413,7	1522	87	-26,1%	61,1	225	21,4%
TOTAL régions et CTU	33 606,9	496	4,4%	28 980,5	428	86	3,5%	4 626,3	68	10,1%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 3).

(2) Part des recettes de fonctionnement dans les recettes réelles totales.

T03.1 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Charges de personnel (1)				Achats et charges externes (2)			
	2019 M€	2019 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	344,2	42	15	3,0%	171,4	21	8	0,2%
27 Bourgogne-Franche-Comté	170,4	59	17	2,2%	245,5	85	24	15,6%
53 Bretagne	164,9	48	17	1,4%	154,9	46	16	2,0%
24 Centre-Val de Loire	132,5	50	14	3,1%	208,2	79	22	2,0%
44 Grand Est	313,7	55	16	2,5%	392,4	69	20	-1,0%
32 Hauts-de-France	364,3	60	15	0,2%	619,3	101	26	26,2%
11 Ile-de-France	440,7	36	17	1,6%	284,6	23	11	5,0%
28 Normandie	207,6	61	18	3,5%	229,5	67	20	1,7%
75 Nouvelle-Aquitaine	364,8	60	19	3,8%	324,9	53	17	1,5%
76 Occitanie	319,9	54	16	3,6%	361,5	61	18	2,3%
52 Pays de la Loire	160,5	42	15	4,8%	257,9	67	24	-5,7%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	277,2	54	18	3,5%	202,0	40	13	-17,4%
01 Guadeloupe	69,9	175	30	1,5%	44,4	111	19	0,0%
04 La Réunion	148,8	173	32	-1,3%	50,2	58	11	1,3%
F^{ce} métropolitaine hors îdF et Corse	2 820,0	53	16	2,8%	3 167,5	59	18	4,1%
France métropolitaine hors Corse	3 260,7	50	17	2,6%	3 452,2	53	17	4,1%
Outre-mer hors 02 et 03	218,7	173	31	-0,4%	94,6	75	13	0,7%
Total	3 479,4	52	17	2,4%	3 546,8	53	17	4,1%
94 Corse	210,6	627	24	3,1%	67,9	202	8	2,0%
02 Martinique	207,3	542	24	0,3%	49,1	128	6	-0,3%
03 Guyane	149,2	549	41	2,4%	58,3	215	16	0,2%
TOTAL régions et CTU	4 046,5	60	18	2,3%	3 722,1	55	17	3,9%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.2).

(3) Part des charges de personnel dans les dépenses de fonctionnement.

(4) Part des achats et charges externes dans les dépenses de fonctionnement.

T03.2 - Ventilation des dépenses de fonctionnement par nature (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses d'intervention (1)				Charges financières (2)					Autres (3)
	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2018	ont intérêt de la dette	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 665,4	205	74	0,3%	55,6	7	2	-5,9%	40,8	18,1
27 Bourgogne-Franche-Comté	586,3	202	57	-1,2%	9,6	3	1	2,5%	6,2	8,6
53 Bretagne	644,2	189	66	3,9%	10,6	3	1	-0,4%	7,4	8,1
24 Centre-Val de Loire	597,2	226	63	7,2%	8,5	3	1	-11,5%	8,5	6,3
44 Grand Est	1 133,6	200	59	3,1%	54,6	10	3	-6,2%	36,8	21,1
32 Hauts-de-France	1 314,8	215	55	7,9%	60,5	10	3	-5,1%	50,3	22,3
11 Ile-de-France	1 671,4	136	66	-2,1%	125,4	10	5	5,7%	111,9	19,1
28 Normandie	665,1	194	59	-1,0%	9,5	3	1	-10,3%	9,5	15,6
75 Nouvelle-Aquitaine	1 197,3	197	62	5,2%	39,2	6	2	-16,7%	37,3	20,4
76 Occitanie	1 307,8	220	64	0,2%	31,8	5	2	1,2%	31,6	14,5
52 Pays de la Loire	599,6	156	57	8,6%	27,7	7	3	-8,7%	25,0	15,3
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	935,9	183	62	-0,7%	87,8	17	6	2,5%	52,7	18,1
01 Guadeloupe	103,6	259	45	-5,1%	6,9	17	3	8,7%	6,1	7,9
04 La Réunion	241,3	280	51	1,4%	23,2	27	5	12,2%	21,7	7,6
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	10 647,2	200	62	2,8%	395,4	7	2	-4,9%	306,1	168,3
France métropolitaine hors Corse	12 318,5	188	62	2,1%	520,9	8	3	-2,6%	418,0	187,4
Outre-mer hors 02 et 03	344,8	273	49	-0,7%	30,1	24	4	11,4%	27,8	15,5
Total	12 663,4	190	62	2,0%	550,9	8	3	-1,9%	445,9	202,9
94 Corse	566,8	1687	64	3,1%	22,6	67	3	-3,1%	21,8	11,7
02 Martinique	574,9	1504	68	-2,3%	10,0	26	1	-20,1%	9,9	6,9
03 Guyane	152,1	559	42	-51,8%	3,1	11	1	-7,4%	2,8	3,7
TOTAL régions et CTU	13 957,1	206	62	0,7%	586,5	9	3	-2,3%	480,4	225,1

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 2.1.4).

(3) Voir méthodologie (partie 2.1.5).

(4) Part des dépenses d'intervention dans les dépenses de fonctionnement.

(5) Part des charges financières dans les dépenses de fonctionnement.

T04.1 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux (1)				Autres impôts et taxes (2)					
	2019 M€	2019 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018	dont cartes grises	dont TICPE
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 116,6	138	37	4,6%	1 660,4	205	55	-1,6%	267,3	538,4
27 Bourgogne-Franche-Comté	407,6	141	33	3,4%	683,1	236	55	0,3%	115,4	229,3
53 Bretagne	401,5	118	31	8,0%	701,7	206	54	3,3%	127,9	275,8
24 Centre-Val de Loire	345,7	131	29	5,9%	612,0	231	51	1,2%	100,4	219,4
44 Grand Est	715,3	126	30	6,3%	1 351,8	238	56	1,8%	191,0	497,6
32 Hauts-de-France	902,1	148	32	4,4%	1 414,7	232	50	0,7%	194,7	529,0
11 Ile-de-France	1 029,6	84	27	25,1%	2 587,5	211	68	0,5%	356,9	1 064,9
28 Normandie	495,1	145	34	2,2%	737,3	216	51	0,2%	108,0	277,5
75 Nouvelle-Aquitaine	760,4	125	31	4,4%	1 360,2	223	56	1,3%	208,7	523,3
76 Occitanie	797,1	134	31	5,2%	1 154,3	194	45	0,3%	212,1	391,1
52 Pays de la Loire	471,8	123	34	4,8%	740,7	193	53	2,2%	140,9	254,4
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	633,2	124	32	7,3%	1 070,6	210	54	1,4%	210,0	372,8
01 Guadeloupe	35,1	88	11	1,2%	181,6	454	56	5,5%	10,5	6,0
04 La Réunion	68,8	80	11	8,1%	372,4	432	61	0,7%	31,1	16,5
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	7 046,6	132	32	5,0%	11 486,7	216	53	0,8%	1 876,4	4 108,5
France métropolitaine hors Corse	8 076,2	123	32	7,2%	14 074,2	215	55	0,8%	2 233,3	5 173,4
Outre-mer hors 02 et 03	103,9	82	11	5,7%	553,9	439	59	2,2%	41,6	22,5
Total	8 180,0	123	31	7,2%	14 628,2	219	55	0,8%	2 274,9	5 195,9
94 Corse	124,7	371	11	2,6%	578,1	1720	53	2,3%	12,4	83,2
02 Martinique	142,0	371	15	6,7%	510,0	1334	53	1,1%	7,4	173,0
03 Guyane	69,7	256	17	-15,8%	201,7	742	49	-21,3%	3,9	4,0
TOTAL régions et CTU	8 516,4	126	29	6,9%	15 917,9	235	55	0,5%	2 298,6	5 456,1

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.2).

(3) Part des impôts locaux dans les recettes de fonctionnement.

(4) Part des autres impôts et taxes dans les recettes de fonctionnement.

T04.2 - Ventilation des recettes de fonctionnement par nature (2/2) [Retour sommaire](#)

Régions	Dotations et participations (1)						Autres (2)
	2019 M€	2019 €/h	Part (3) (%)	Evolution / 2018	dont DGF M€	dont DGD M€	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	165,9	20	6	-1,3%	0,0	63,6	67,6
27 Bourgogne-Franche-Comté	135,5	47	11	4,7%	0,1	38,1	14,7
53 Bretagne	176,9	52	14	14,6%	0,0	21,9	22,0
24 Centre-Val de Loire	223,4	84	19	26,7%	0,0	22,1	16,5
44 Grand Est	279,7	49	12	9,9%	0,0	96,2	51,5
32 Hauts-de-France	475,7	78	17	34,5%	0,0	91,5	37,5
11 Ile-de-France	149,6	12	4	60,1%	0,2	8,8	37,0
28 Normandie	182,9	53	13	4,7%	0,0	16,0	21,6
75 Nouvelle-Aquitaine	270,1	44	11	15,0%	0,0	36,6	33,0
76 Occitanie	568,9	96	22	2,2%	0,0	39,1	31,1
52 Pays de la Loire	118,1	31	8	40,7%	0,0	19,1	60,3
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	200,7	39	10	-15,9%	0,0	31,6	87,1
01 Guadeloupe	103,5	259	32	25,5%	0,0	33,8	4,4
04 La Réunion	158,3	184	26	10,0%	0,0	69,7	9,6
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 797,9	53	13	10,8%	0,1	475,8	442,8
France métropolitaine hors Corse	2 947,5	45	12	12,6%	0,3	484,6	479,7
Outre-mer hors 02 et 03	261,8	207	28	15,7%	0,0	103,4	14,1
Total	3 209,3	48	12	12,8%	0,3	588,1	493,8
94 Corse	360,1	1072	33	1,4%	107,6	193,9	36,4
02 Martinique	269,4	705	28	-3,6%	145,7	40,9	34,9
03 Guyane	133,6	492	32	-36,4%	50,9	12,6	8,7
TOTAL régions et CTU	3 972,4	59	14	7,7%	304,4	835,5	573,8

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 3.1.3).

(2) Voir méthodologie (partie 3.1.4).

(3) Part des dotations et participations dans les recettes de fonctionnement.

T05 - Ventilation des dépenses d'investissement par nature Retour sommaire									
Régions	Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)
	2019 M€	2019 €/h	Part (4) (%)	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Part (5) (%)	Evolution / 2018	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	339,8	42	23	18,7%	1 091,1	135	74	15,9%	52,9
27 Bourgogne-Franche-Comté	111,9	39	27	-0,9%	295,4	102	71	19,9%	6,8
53 Bretagne	203,3	60	40	16,9%	287,6	84	56	-6,4%	21,1
24 Centre-Val de Loire	75,1	28	20	-4,6%	280,8	106	76	-6,3%	12,2
44 Grand Est	217,0	38	25	52,6%	629,3	111	73	36,9%	18,4
32 Hauts-de-France	184,3	30	25	27,9%	466,7	76	64	8,3%	75,1
11 Ile-de-France	620,4	51	36	21,2%	1 070,6	87	61	7,0%	53,9
28 Normandie	119,5	35	15	9,3%	636,4	186	79	93,2%	53,1
75 Nouvelle-Aquitaine	224,9	37	26	-3,9%	575,1	94	67	-10,7%	61,7
76 Occitanie	315,1	53	31	-10,7%	591,1	99	59	14,4%	100,2
52 Pays de la Loire	97,5	25	17	25,5%	447,5	117	76	1,5%	41,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	177,0	35	32	-1,3%	335,2	66	61	3,9%	39,1
01 Guadeloupe	128,4	321	56	38,6%	99,7	249	44	23,8%	0,9
04 La Réunion	273,6	317	69	-38,3%	110,4	128	28	25,0%	13,5
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 065,3	39	25	9,2%	5 636,3	106	69	14,1%	481,5
France métropolitaine hors Corse	2 685,7	41	27	11,8%	6 706,9	102	68	12,9%	535,4
Outre-mer hors 02 et 03	402,0	318	64	-25,0%	210,1	166	34	24,4%	14,4
Total	3 087,7	46	29	5,1%	6 917,0	104	66	13,2%	549,7
94 Corse	140,4	418	50	2,4%	127,1	378	45	6,2%	12,2
02 Martinique	105,3	275	55	35,3%	79,1	207	42	-20,1%	5,4
03 Guyane	49,2	181	77	17,4%	14,1	52	22	-32,2%	0,7
TOTAL régions et CTU	3 382,6	50	31	5,8%	7 137,3	105	64	12,4%	568,0

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 2.2.2).

(3) Voir méthodologie (partie 2.2.3).

(4) Part des dépenses d'équipement dans les dépenses d'investissement.

(5) Part des subventions d'équipement dans les dépenses d'investissement.

T06 - Ventilation des recettes d'investissement par nature Retour sommaire						
Régions	Dotations, subventions et fonds divers (1)					Autres (2)
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	dont FCTVA	dont DRES	2019 M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	656,5	81	15,8%	59,1	56,5	35,7
27 Bourgogne-Franche-Comté	107,4	37	1,2%	18,5	31,4	14,4
53 Bretagne	106,7	31	-9,2%	16,4	21,0	25,7
24 Centre-Val de Loire	92,7	35	8,6%	12,7	22,8	34,0
44 Grand Est	298,3	53	55,7%	25,0	64,1	10,4
32 Hauts-de-France	243,6	40	0,9%	30,3	93,6	55,5
11 Ile-de-France	671,4	55	-1,2%	99,8	86,1	49,9
28 Normandie	297,1	87	73,4%	19,4	32,5	44,8
75 Nouvelle-Aquitaine	326,5	54	-17,8%	41,4	47,1	24,4
76 Occitanie	395,5	67	22,1%	49,6	39,9	38,3
52 Pays de la Loire	214,6	56	12,7%	12,1	23,1	47,3
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	115,1	23	-16,0%	28,2	31,5	100,7
01 Guadeloupe	138,1	345	55,4%	9,0	27,9	1,7
04 La Réunion	214,9	249	-5,4%	51,0	46,9	8,4
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2 853,9	54	12,9%	312,8	463,4	431,2
France métropolitaine hors Corse	3 525,3	54	9,9%	412,5	549,5	481,1
Outre-mer hors 02 et 03	353,0	279	11,7%	60,0	74,8	10,1
Total	3 878,3	58	10,1%	472,5	624,3	491,2
94 Corse	84,0	250	13,2%	21,5	0,0	2,5
02 Martinique	106,8	279	15,8%	11,9	26,3	2,3
03 Guyane	60,4	222	39,8%	6,9	10,6	0,7
TOTAL régions et CTU	4 129,6	61	10,6%	512,7	661,2	496,8

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 3.2.1).

(2) Voir méthodologie (partie 3.2.2).

T07 - Les prélèvements et reversements de fiscalité (1)				
Régions	Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources		Fonds de péréquation des ressources perçues par les régions	
	Prélèvement	Reversement	Prélèvement	Reversement
	M€	M€	M€	M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	42,2	9,4	0,0
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	35,4	0,0	12,6
53 Bretagne	0,0	27,6	0,0	2,3
24 Centre-Val de Loire	0,0	24,1	0,0	8,4
44 Grand Est	0,0	46,3	0,0	18,1
32 Hauts-de-France	0,0	119,6	0,0	35,1
11 Ile-de-France	674,8	0,0	109,6	0,0
28 Normandie	0,0	81,2	0,0	18,6
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	75,5	0,0	7,4
76 Occitanie	0,0	124,8	0,0	17,6
52 Pays de la Loire	0,0	15,9	14,4	0,0
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	67,2	0,0	3,1
01 Guadeloupe	0,0	4,2	0,0	2,4
04 La Réunion	0,0	2,9	0,0	5,2
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	0,0	659,9	23,7	123,3
France métropolitaine hors Corse	674,8	659,9	133,3	123,3
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	7,1	0,0	7,6
Total	674,8	667,0	133,3	130,9
94 Corse	0,0	13,1	1,5	0,0
02 Martinique	0,0	6,6	0,0	2,3
03 Guyane	0,0	6,4	0,0	0,0
TOTAL régions et CTU	674,8	693,1	134,8	133,1

Source : DGFIP (comptes de gestion 2019).

(1) Voir méthodologie (partie 5).

T08 - Synthèse des recettes fiscales (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Impôts locaux			Autres impôts et taxes		TICPE 2ème part (2)	Taxes d'urbanisme (3)	Recettes fiscales		TICPE 2ème part (4)
	2019	dont contributions directes	dont solde des prélèvements et reversements de fiscalité (5)	2019	dont TICPE 2ème part (6)			Total	Evolution / 2018	Total
	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€		M€
84 Auvergne-Rhône-Alpes	1 116,6	1 215,1	32,9	1 660,4	0,0	67,5	0,0	2 844,4	0,2%	67,5
27 Bourgogne-Franche-Comté	407,6	347,4	48,0	683,1	0,0	32,6	0,0	1 123,3	1,3%	32,6
53 Bretagne	401,5	394,3	29,9	701,7	35,8	0,0	0,0	1 103,2	5,0%	35,8
24 Centre-Val de Loire	345,7	345,6	32,5	612,0	29,0	0,0	0,0	957,7	2,9%	29,0
44 Grand Est	715,3	719,8	64,5	1 351,8	49,9	0,0	0,0	2 067,0	3,3%	49,9
32 Hauts-de-France	902,1	716,6	154,7	1 414,7	52,6	0,0	0,0	2 316,9	2,1%	52,6
11 Ile-de-France	1 029,6	1 814,7	-784,4	2 587,5	0,0	64,9	203,0	3 885,0	6,2%	64,9
28 Normandie	495,1	425,6	99,9	737,3	0,0	35,8	0,0	1 268,2	1,0%	35,8
75 Nouvelle-Aquitaine	760,4	710,7	82,9	1 360,2	65,1	0,0	0,0	2 120,6	2,4%	65,1
76 Occitanie	797,1	671,8	142,4	1 154,3	0,0	58,1	0,0	2 009,6	2,1%	58,1
52 Pays de la Loire	471,8	521,3	1,5	740,7	0,0	41,4	0,0	1 253,9	3,0%	41,4
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	633,2	671,9	70,3	1 070,6	48,4	0,0	0,0	1 703,7	3,5%	48,4
01 Guadeloupe	35,1	28,5	6,6	181,6	0,0	0,0	0,0	216,7	4,8%	0,0
04 La Réunion	68,8	60,7	8,1	372,4	0,0	0,0	0,0	441,2	1,7%	0,0
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	7 046,6	6 740,1	759,4	11 486,7	280,8	235,4	0,0	18 768,7	2,2%	516,2
France métropolitaine hors Corse	8 076,2	8 554,8	-25,0	14 074,2	280,8	300,3	203,0	22 653,7	2,9%	581,1
Outre-mer hors 02 et 03	103,9	89,2	14,7	553,9	0,0	0,0	0,0	657,8	2,7%	0,0
Total	8 180,0	8 644,0	-10,3	14 628,2	280,8	300,3	203,0	23 311,5	2,9%	581,1
94 Corse	124,7	105,4	11,7	578,1	0,0	0,0	0,0	702,8	2,3%	0,0
02 Martinique	142,0	117,0	8,9	510,0	4,3	0,0	0,0	652,0	2,3%	4,3
03 Guyane	69,7	61,1	6,4	201,7	0,0	0,0	0,0	271,3	-20,0%	0,0
TOTAL régions et CTU	8 516,4	8 927,6	16,7	15 917,9	285,1	300,3	203,0	24 937,6	2,6%	585,4

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019).

(1) Voir méthodologie (parties 3.1.1 et 3.1.2).

(2) Compte 10223.

(3) Comptes 10226, 13332 et 13333.

(4) Total de la TICPE 2ème part (comptes 10223 et 7383).

(5) Solde des prélèvements et reversements de fiscalité. Il ne comprend pas certains prélèvements de fiscalité, comme celui effectué au titre de la contribution pour le redressement des finances publiques (compte 73916). Ces prélèvements sont cependant pris en compte dans le montant total des impôts locaux (colonne 1) dont ils constituent une moindre recette (voir méthodologie, partie 5).

(6) Compte 7383.

T09 - Emprunts et endettement

[Retour sommaire](#)

Régions	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dettes au 31/12/2019			Annuité de la dette (3)		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	178,9	22	9,0%	175,0	22	9,4%	2 340,3	289	-0,2%	219,8	27	5,8%
27 Bourgogne-Franche-Comté	53,0	18	-3,2%	111,3	38	53,2%	710,6	245	8,9%	59,2	20	-2,1%
53 Bretagne	52,2	15	12,1%	145,1	43	-9,8%	1 206,1	354	8,3%	59,6	18	10,8%
24 Centre-Val de Loire	60,1	23	1,4%	67,6	26	-25,7%	751,2	284	1,0%	68,6	26	-0,3%
44 Grand Est	188,8	33	0,8%	276,3	49	49,5%	2 458,8	433	3,8%	225,6	40	-0,3%
32 Hauts-de-France	186,4	30	-44,9%	243,9	40	9,0%	3 042,0	498	1,9%	236,7	39	-39,6%
11 Ile-de-France	476,3	39	-9,6%	200,0	16	-66,7%	5 384,2	439	-4,9%	588,2	48	-8,5%
28 Normandie	53,7	16	-10,7%	105,0	31	17,1%	526,0	154	10,8%	63,2	18	-10,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	129,7	21	1,2%	150,0	25	-25,4%	2 103,4	345	1,0%	167,0	27	1,1%
76 Occitanie	103,4	17	18,1%	150,9	25	-31,8%	2 032,0	342	3,7%	135,0	23	13,8%
52 Pays de la Loire	127,3	33	-9,2%	125,0	33	-27,3%	1 657,8	432	-0,1%	152,3	40	-8,9%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	116,6	23	-29,8%	61,2	12	-68,5%	2 626,1	515	-1,4%	169,2	33	-22,9%
01 Guadeloupe	20,7	52	-12,7%	50,0	125	-16,7%	333,0	832	9,7%	26,8	67	-9,6%
04 La Réunion	40,0	46	7,2%	80,0	93	-59,7%	1 229,6	1425	3,4%	61,8	72	9,3%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	1 250,1	23	-12,8%	1 611,4	30	-9,0%	19 454,4	365	2,1%	1 556,2	29	-11,1%
France métropolitaine hors Corse	1 726,3	26	-11,9%	1 811,4	28	-23,6%	24 838,7	379	0,5%	2 144,4	33	-10,4%
Outre-mer hors 02 et 03	60,7	48	-0,5%	130,0	103	-49,7%	1 562,6	1237	4,6%	88,5	70	2,8%
Total	1 787,1	27	-11,6%	1 941,4	29	-26,2%	26 401,3	395	0,8%	2 232,9	33	-9,9%
94 Corse	45,1	134	37,4%	50,5	150	611,5%	796,1	2370	0,7%	66,9	199	20,9%
02 Martinique	44,3	116	21,3%	40,0	105	-33,3%	669,6	1752	-0,6%	54,2	142	10,8%
03 Guyane	15,6	57	-0,1%	0,0	0	-	123,3	454	-11,2%	18,4	68	-2,9%
TOTAL régions et CTU	1 892,0	28	-10,1%	2 031,8	30	-24,7%	27 990,4	413	0,7%	2 372,4	35	-8,8%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(2) Hors gestion active de la dette : voir méthodologie (partie 4).

(3) Voir méthodologie (partie 4).

T10.1 - Soldes de gestion et indicateurs (1/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses de gestion (1)	Recettes de fonctionnement	Epargne de gestion		Charges financières	Epargne brute			Remboursement de dette	Epargne nette	
	(a)	(b)	(c) = (b) - (a)		(d)	(e) = (c) - (d)			(f)	(e) - (f)	
	M€	M€	M€	€/h	M€	M€	€/h	Evolution / 2018 M€	M€	2019 M€	2019 €/h
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2 199,0	3 010,4	811,4	100	55,6	755,8	93	42,1	178,9	576,9	71
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 010,8	1 240,9	230,1	79	9,6	220,5	76	-4,5	53,0	167,5	58
53 Bretagne	972,0	1 302,2	330,2	97	10,6	319,5	94	49,4	52,2	267,4	79
24 Centre-Val de Loire	944,2	1 197,6	253,4	96	8,5	244,8	93	21,5	60,1	184,7	70
44 Grand Est	1 860,9	2 398,2	537,4	95	54,6	482,8	85	68,1	188,8	294,0	52
32 Hauts-de-France	2 320,7	2 830,0	509,3	83	60,5	448,8	73	-18,3	186,4	262,5	43
11 Ile-de-France	2 415,8	3 803,7	1 387,9	113	125,4	1 262,4	103	278,0	476,3	786,2	64
28 Normandie	1 117,9	1 437,0	319,1	93	9,5	309,6	91	13,8	53,7	255,9	75
75 Nouvelle-Aquitaine	1 907,4	2 423,7	516,3	85	39,2	477,1	78	13,6	129,7	347,4	57
76 Occitanie	2 003,6	2 551,4	547,8	92	31,8	516,1	87	37,9	103,4	412,7	69
52 Pays de la Loire	1 033,2	1 391,0	357,7	93	27,7	330,1	86	49,5	127,3	202,7	53
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 433,3	1 991,5	558,2	109	87,8	470,4	92	52,4	116,6	353,9	69
01 Guadeloupe	225,8	324,6	98,8	247	6,9	92,0	230	32,3	20,7	71,3	178
04 La Réunion	447,9	609,1	161,2	187	23,2	138,0	160	16,7	40,0	97,9	114
F^{ce} métropolitaine hors îdF et Corse	16 803,0	21 773,9	4 971,0	93	395,4	4 575,5	86	325,6	1 250,1	3 325,4	62
France métropolitaine hors Corse	19 218,8	25 577,6	6 358,8	97	520,9	5 838,0	89	603,6	1 726,3	4 111,6	63
Outre-mer hors 02 et 03	673,7	933,7	260,0	206	30,1	229,9	182	49,1	60,7	169,2	134
Total	19 892,5	26 511,4	6 618,8	99	550,9	6 067,9	91	652,7	1 787,1	4 280,8	64
94 Corse	856,9	1 099,2	242,3	721	22,6	219,8	654	11,7	45,1	174,6	520
02 Martinique	838,1	956,2	118,1	309	10,0	108,1	283	24,7	44,3	63,9	167
03 Guyane	363,3	413,7	50,4	186	3,1	47,3	174	15,9	15,6	31,8	117
TOTAL régions et CTU	21 950,9	28 980,5	7 029,7	104	586,5	6 443,1	95	705,0	1 892,0	4 551,1	67

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 2.1).

T10.2 - Soldes de gestion et indicateurs (2/2)

[Retour sommaire](#)

Régions	Indicateurs				
	(1) %	(2) Années	(3) %	(4) %	(5) %
84 Auvergne-Rhône-Alpes	77,7%	3,1	7,3%	27,1%	51,5%
27 Bourgogne-Franche-Comté	57,3%	3,2	4,8%	25,7%	99,5%
53 Bretagne	92,6%	3,8	4,6%	18,0%	71,4%
24 Centre-Val de Loire	62,7%	3,1	5,7%	27,1%	90,1%
44 Grand Est	102,5%	5,1	9,4%	42,0%	127,3%
32 Hauts-de-France	107,5%	6,8	8,4%	46,5%	132,4%
11 Ile-de-France	141,6%	4,3	15,5%	42,4%	32,2%
28 Normandie	36,6%	1,7	4,4%	19,8%	87,9%
75 Nouvelle-Aquitaine	86,8%	4,4	6,9%	32,3%	66,7%
76 Occitanie	79,6%	3,9	5,3%	24,6%	47,9%
52 Pays de la Loire	119,2%	5,0	11,0%	42,6%	128,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	131,9%	5,6	8,5%	30,3%	34,6%
01 Guadeloupe	102,6%	3,6	8,3%	27,1%	38,9%
04 La Réunion	201,9%	8,9	10,1%	38,3%	29,2%
F ^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	89,3%	4,3	7,1%	31,3%	78,0%
France métropolitaine hors Corse	97,1%	4,3	8,4%	33,7%	67,4%
Outre-mer hors 02 et 03	167,4%	6,8	9,5%	34,1%	32,3%
Total	99,6%	4,4	8,4%	33,7%	62,9%
94 Corse	72,4%	3,6	6,1%	27,6%	35,9%
02 Martinique	70,0%	6,2	5,7%	45,9%	38,0%
03 Guyane	29,8%	2,6	4,4%	36,4%	0,0%
TOTAL régions et CTU	96,6%	4,3	8,2%	33,7%	60,1%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2019).

(1) Dette / Recettes réelles de fonctionnement (taux d'endettement).

(2) Dette / Epargne brute (capacité de désendettement : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette si la région y consacrait la totalité de son épargne brute).

(3) Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement.

(4) Annuité de la dette / Epargne de gestion.

(5) Produit des emprunts / Immobilisations.

T11.1 - Ventilation par fonction des dépenses de fonctionnement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	2,6	6,8	18,7	19,4	2,6	0,1	0,6	1,1	1,0	43,5	3,7
27 Bourgogne-Franche-Comté	1,2	7,6	25,2	17,9	2,5	0,0	0,4	0,7	0,7	38,9	4,8
53 Bretagne	1,3	9,0	26,1	17,7	3,3	0,0	0,7	5,8	1,1	28,5	6,5
24 Centre-Val de Loire	1,0	7,3	25,7	15,6	3,1	0,0	1,0	5,0	0,8	36,3	4,2
44 Grand Est	2,6	7,9	23,9	18,7	3,0	0,0	0,3	1,3	0,7	37,8	3,7
32 Hauts-de-France	2,9	8,8	24,3	16,0	4,3	0,1	1,1	1,2	0,4	37,2	3,6
11 Ile-de-France	5,0	7,4	26,9	23,7	2,0	0,3	0,9	0,2	0,9	30,0	2,6
28 Normandie	0,9	8,5	27,8	19,6	5,4	0,0	0,6	0,9	0,7	30,2	5,3
75 Nouvelle-Aquitaine	2,1	9,8	25,4	18,1	4,1	0,1	0,3	1,7	0,8	32,3	5,2
76 Occitanie	1,6	9,3	23,0	15,0	2,7	0,2	0,7	12,1	0,6	30,9	4,0
52 Pays de la Loire	2,7	8,5	28,7	18,2	2,8	0,4	0,0	0,4	0,5	34,6	3,2
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,1	11,8	19,3	16,4	3,6	0,2	0,8	4,4	0,9	32,9	3,6
01 Guadeloupe	4,3	31,9	21,0	15,0	5,1	0,0	0,3	2,8	1,1	14,0	4,4
04 La Réunion	5,0	19,5	22,0	18,0	4,6	0,3	0,3	0,0	2,2	22,1	5,9
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	2,4	8,7	23,8	17,5	3,4	0,1	0,6	3,2	0,7	35,3	4,2
France métropolitaine hors Corse	2,8	8,5	24,2	18,3	3,2	0,1	0,6	2,8	0,8	34,7	4,0
Outre-mer hors 02 et 03	4,8	23,6	21,7	17,0	4,8	0,2	0,3	0,9	1,8	19,4	5,4
Total	2,8	9,0	24,1	18,2	3,3	0,2	0,6	2,8	0,8	34,1	4,1
94 Corse	2,7	28,0	3,7	5,2	2,4	21,6	0,9	0,0	4,1	27,9	3,4
02 Martinique	1,5	24,1	5,4	3,8	2,6	48,6	0,3	1,0	1,1	9,8	1,8
03 Guyane	0,9	30,6	4,6	15,5	4,4	25,5	1,4	1,3	0,8	11,7	3,1
TOTAL régions et CTU	2,7	10,7	22,3	17,1	3,2	3,2	0,6	2,6	0,9	32,6	3,9

Source : DGFIP (comptes de gestion 2019).

T11.2 - Ventilation par fonction des dépenses d'investissement (en %)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses non ventilées	Services généraux	Formation professionnelle et apprentissage	Enseignement	Culture, sports et loisirs	Santé et action sociale	Aménagement des territoires	Gestion des fonds européens	Environnement	Transports	Action économique
84 Auvergne-Rhône-Alpes	0,0	1,2	2,4	23,9	2,8	0,6	10,0	29,9	1,4	14,1	13,7
27 Bourgogne-Franche-Comté	0,0	3,4	5,1	28,7	3,2	0,5	9,9	5,6	3,2	27,8	12,5
53 Bretagne	0,0	3,4	3,1	33,9	2,4	0,0	8,9	9,8	1,1	23,7	13,6
24 Centre-Val de Loire	0,0	0,9	5,5	21,9	2,3	0,0	20,2	13,3	1,0	19,5	15,5
44 Grand Est	0,0	1,4	3,1	27,1	3,2	0,1	11,3	13,1	2,4	22,4	15,8
32 Hauts-de-France	0,0	1,5	1,9	23,4	7,6	0,0	8,9	12,5	1,1	29,6	13,4
11 Ile-de-France	0,9	1,5	1,6	34,0	5,6	0,8	9,9	0,4	3,4	34,1	7,7
28 Normandie	0,0	1,4	1,8	15,2	2,0	0,2	8,1	2,9	1,3	54,8	12,2
75 Nouvelle-Aquitaine	0,0	2,3	2,7	24,5	2,7	0,2	8,7	23,0	2,0	8,7	25,2
76 Occitanie	0,0	2,2	1,5	24,2	3,7	0,1	4,3	15,5	3,5	20,3	24,6
52 Pays de la Loire	0,0	1,0	3,5	18,4	3,9	0,3	8,1	22,8	3,2	18,8	20,1
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,6	2,4	2,0	31,8	2,5	0,2	13,0	8,4	1,2	22,9	14,9
01 Guadeloupe	0,0	3,7	3,2	14,7	2,0	0,5	8,8	24,0	8,1	23,6	11,5
04 La Réunion	0,0	1,7	2,9	14,1	4,8	0,0	6,0	0,0	2,9	57,8	9,6
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	0,0	1,8	2,7	24,4	3,3	0,2	9,5	16,2	2,0	23,0	16,8
France métropolitaine hors Corse	0,2	1,8	2,5	26,1	3,7	0,3	9,5	13,4	2,2	25,0	15,2
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	2,5	3,0	14,3	3,8	0,2	7,0	8,8	4,8	45,3	10,3
Total	0,2	1,8	2,5	25,4	3,7	0,3	9,4	13,2	2,4	26,2	14,9
94 Corse	2,1	5,4	0,1	7,2	5,0	0,2	18,6	2,7	8,2	38,2	12,3
02 Martinique	0,5	5,2	1,7	29,0	2,1	3,7	13,9	7,7	4,2	19,9	12,0
03 Guyane	0,0	12,0	2,0	51,6	7,4	3,0	7,9	0,0	0,3	13,0	2,8
TOTAL régions et CTU	0,2	2,0	2,4	25,1	3,8	0,4	9,7	12,7	2,5	26,3	14,8

Source : DGFIP (comptes de gestion 2019).

T12.1 : les dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	694,5	86	1,9%	566,8	70	3,0%	127,8	16	-2,7%
27 Bourgogne-Franche-Comté	307,6	106	-0,1%	232,9	80	-1,4%	74,7	26	4,2%
53 Bretagne	141,1	41	-12,7%	115,4	34	1,4%	25,7	8	-46,3%
24 Centre-Val de Loire	281,0	106	-1,7%	220,7	83	1,6%	60,3	23	-12,1%
44 Grand Est	582,8	103	8,1%	470,3	83	4,3%	112,5	20	27,3%
32 Hauts-de-France	550,3	90	9,2%	477,5	78	12,4%	72,8	12	-8,1%
11 Ile-de-France	459,8	38	52,4%	0,0	0	-	459,8	38	52,4%
28 Normandie	456,3	133	112,6%	138,7	41	1,9%	317,6	93	304,2%
75 Nouvelle-Aquitaine	338,7	56	-0,7%	326,0	54	1,6%	12,7	2	-37,2%
76 Occitanie	393,4	66	24,2%	324,4	55	9,8%	69,0	12	223,0%
52 Pays de la Loire	198,7	52	-13,2%	158,3	41	-0,7%	40,3	11	-41,9%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	354,6	69	18,9%	298,9	59	14,6%	55,7	11	48,1%
01 Guadeloupe	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
04 La Réunion	0,0	0	-99,8%	0,0	0	-99,8%	0,0	0	-
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	4 298,9	81	10,8%	3 329,8	63	5,2%	969,2	18	35,7%
France métropolitaine hors Corse	4 758,7	73	13,8%	3 329,8	51	5,2%	1 428,9	22	40,7%
Outre-mer hors 02 et 03	0,0	0	-99,8%	0,0	0	-99,8%	0,0	0	-
Total	4 758,7	71	13,8%	3 329,8	50	5,2%	1 428,9	21	40,7%
94 Corse	23,6	70	-	23,6	70	-	0,0	0	-
02 Martinique	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
03 Guyane	0,0	0	-	0,0	0	-	0,0	0	-
TOTAL régions et CTU	4 782,3	71	14,4%	3 353,3	49	5,9%	1 428,9	21	40,7%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 6.1).

T12.2 : les dépenses pour les lycées publics et privés (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	699,7	86	0,8%	390,2	48	-0,2%	309,5	38	2,0%
27 Bourgogne-Franche-Comté	287,8	99	0,2%	176,1	61	0,8%	111,8	39	-0,8%
53 Bretagne	326,4	96	23,7%	166,4	49	0,9%	160,0	47	61,6%
24 Centre-Val de Loire	211,3	80	-1,7%	141,4	53	1,2%	69,9	26	-7,1%
44 Grand Est	534,6	94	17,3%	334,3	59	0,6%	200,2	35	62,3%
32 Hauts-de-France	507,6	83	9,0%	350,2	57	1,5%	157,4	26	30,8%
11 Ile-de-France	901,0	74	-2,1%	545,9	45	1,8%	355,1	29	-7,6%
28 Normandie	329,0	96	5,6%	216,8	63	0,0%	112,2	33	18,4%
75 Nouvelle-Aquitaine	503,3	83	1,6%	331,6	54	3,6%	171,6	28	-2,1%
76 Occitanie	532,3	90	-4,8%	298,8	50	2,8%	233,5	39	-12,9%
52 Pays de la Loire	273,3	71	1,4%	174,8	46	2,3%	98,5	26	-0,1%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	411,4	81	2,9%	249,3	49	0,2%	162,1	32	7,3%
01 Guadeloupe	66,2	165	-0,4%	32,7	82	-2,9%	33,5	84	2,1%
04 La Réunion	105,5	122	-17,7%	71,4	83	-1,2%	34,1	40	-39,0%
F^{ce} métropolitaine hors îdF et Corse	4 616,7	87	4,5%	2 829,9	53	1,2%	1 786,8	34	10,2%
France métropolitaine hors Corse	5 517,7	84	3,4%	3 375,9	52	1,3%	2 141,9	33	6,8%
Outre-mer hors 02 et 03	171,7	136	-11,8%	104,0	82	-1,7%	67,6	54	-23,8%
Total	5 689,4	85	2,8%	3 479,9	52	1,2%	2 209,5	33	5,5%
94 Corse	19,3	58	18,2%	15,6	46	8,5%	3,8	11	88,5%
02 Martinique	49,3	129	5,2%	11,1	29	-4,4%	38,2	100	8,3%
03 Guyane	46,6	171	26,5%	24,6	91	8,3%	22,0	81	55,9%
TOTAL régions et CTU	5 804,6	86	3,1%	3 531,2	52	1,3%	2 273,4	34	5,9%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 6.2).

T12.3 : les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018	2019 M€	2019 €/h	Evolution / 2018
84 Auvergne-Rhône-Alpes	329,7	41	4,4%	298,2	37	-2,0%	31,5	4	172,3%
27 Bourgogne-Franche-Comté	228,4	79	14,2%	213,1	73	13,1%	15,2	5	31,7%
53 Bretagne	212,6	62	2,7%	196,7	58	0,8%	15,9	5	34,7%
24 Centre-Val de Loire	213,8	81	13,0%	197,4	75	13,4%	16,4	6	7,4%
44 Grand Est	378,4	67	10,3%	354,6	62	6,4%	23,8	4	142,7%
32 Hauts-de-France	469,9	77	28,7%	457,2	75	30,3%	12,7	2	-11,2%
11 Ile-de-France	510,9	42	-0,3%	484,9	40	-1,6%	26,0	2	31,2%
28 Normandie	264,3	77	3,6%	254,7	74	4,3%	9,6	3	-12,2%
75 Nouvelle-Aquitaine	401,1	66	1,8%	382,8	63	5,0%	18,3	3	-37,7%
76 Occitanie	393,1	66	5,8%	381,1	64	5,2%	12,0	2	27,6%
52 Pays de la Loire	279,3	73	7,0%	260,0	68	8,1%	19,3	5	-6,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	201,7	40	-10,6%	193,1	38	-12,9%	8,5	2	130,5%
01 Guadeloupe	48,0	120	-8,8%	40,6	102	-9,7%	7,3	18	-3,3%
04 La Réunion	96,8	112	16,9%	85,7	99	15,5%	11,1	13	28,9%
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	3 372,2	63	7,8%	3 188,8	60	7,0%	183,3	3	23,6%
France métropolitaine hors Corse	3 883,0	59	6,7%	3 673,8	56	5,8%	209,3	3	24,5%
Outre-mer hors 02 et 03	144,8	115	6,9%	126,3	100	6,0%	18,5	15	13,8%
Total	4 027,8	60	6,7%	3 800,0	57	5,8%	227,7	3	23,5%
94 Corse	28,4	84	9,4%	28,2	84	10,7%	0,2	1	-58,8%
02 Martinique	45,9	120	-12,1%	42,7	112	-13,5%	3,2	8	12,1%
03 Guyane	13,5	50	17,2%	12,2	45	19,0%	1,3	5	2,5%
TOTAL régions et CTU	4 115,5	61	6,5%	3 883,0	57	5,6%	232,5	3	23,0%

Source : DGFIP (comptes de gestion 2018 et 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Voir méthodologie (partie 6.3).

T13 - Les ratios financiers (1)

[Retour sommaire](#)

Régions	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	278	150	138	371	42	289	0	15,3	80,8	11,4	77,7
27 Bourgogne-Franche-Comté	352	120	141	428	39	245	0	16,7	86,5	9,0	57,3
53 Bretagne	289	116	118	383	60	354	0	16,8	79,5	15,6	92,6
24 Centre-Val de Loire	360	131	131	453	28	284	0	13,9	84,6	6,3	62,7
44 Grand Est	338	127	126	423	39	433	0	16,4	87,7	9,2	102,5
32 Hauts-de-France	389	117	148	463	35	498	0	15,3	90,6	7,6	107,5
11 Ile-de-France	207	148	84	310	51	439	0	17,3	79,3	16,4	141,6
28 Normandie	329	124	145	420	36	154	0	18,4	82,0	8,5	36,6
75 Nouvelle-Aquitaine	319	117	125	398	37	345	0	18,7	85,5	9,4	86,8
76 Occitanie	342	113	134	429	53	342	0	15,7	83,8	12,4	79,6
52 Pays de la Loire	276	136	123	362	26	432	0	15,1	85,4	7,2	119,2
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	298	132	124	390	36	515	0	18,2	82,2	9,1	131,9
01 Guadeloupe	581	71	88	811	321	832	0	30,0	78,0	39,6	102,6
04 La Réunion	546	70	80	706	318	1425	0	31,6	83,9	45,0	201,9
F^{ce} métropolitaine hors ÎdF et Corse	323	127	132	409	40	365	0	16,4	84,7	9,7	89,3
France métropolitaine hors Corse	301	131	123	391	42	379	0	16,5	83,9	10,7	97,1
Outre-mer hors 02 et 03	557	71	82	739	319	1237	0	31,1	81,9	43,1	167,4
Total	306	129	123	397	47	395	0	17,0	83,8	11,9	99,6
94 Corse	2617	314	371	3272	418	2370	320	23,9	84,1	12,8	72,4
02 Martinique	2219	306	371	2501	275	1752	381	24,4	93,3	11,0	70,0
03 Guyane	1348	225	256	1522	182	454	187	40,7	92,3	12,0	29,8
TOTAL régions et CTU	333	132	126	428	51	413	4	18,0	84,3	11,9	96,6

Source : DGFIP (comptes de gestion 2019) ; INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ; Ratio 2 = Contributions directes / population ;

Ratio 2bis = Impositions directes nettes / population ;

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;

Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;

Ratio 5 = Encours de la dette / population ;

Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;

Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;

Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;

Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

T14 - Données démographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Population totale (1)	Population municipale (2)	Evolution (3)	Population âgée de moins de 20 ans (4)	Population âgée de 60 ans ou plus (4)	Population des communes de plus de 10000 h. (2)
			%	%	%	%
84 Auvergne-Rhône-Alpes	8 104 357	7 916 889	0,7%	24,2%	26,3%	41,4%
27 Bourgogne-Franche-Comté	2 900 558	2 818 338	0,0%	22,5%	30,5%	26,6%
53 Bretagne	3 404 015	3 306 529	0,5%	23,2%	29,5%	32,1%
24 Centre-Val de Loire	2 645 792	2 577 866	0,2%	23,4%	29,6%	35,0%
94 Corse	335 995	330 455	1,0%	19,9%	30,7%	38,0%
44 Grand Est	5 674 357	5 555 186	0,1%	22,8%	27,4%	35,9%
32 Hauts-de-France	6 110 588	6 006 870	0,2%	25,6%	24,7%	43,0%
11 Ile-de-France	12 258 425	12 117 132	0,4%	25,6%	20,5%	84,5%
28 Normandie	3 420 995	3 335 929	0,1%	23,7%	28,8%	33,6%
75 Nouvelle-Aquitaine	6 092 505	5 935 603	0,6%	21,6%	31,2%	34,3%
76 Occitanie	5 944 715	5 808 435	0,8%	22,3%	29,5%	39,3%
52 Pays de la Loire	3 838 856	3 737 632	0,7%	24,6%	27,5%	43,8%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 103 573	5 021 928	0,4%	22,3%	29,8%	71,0%
01 Guadeloupe	400 170	394 110	-0,5%	24,0%	27,9%	77,3%
02 Martinique	382 294	376 480	-0,8%	21,5%	30,8%	71,2%
03 Guyane	271 829	269 352	2,5%	41,5%	9,7%	83,6%
04 La Réunion	862 814	852 924	0,6%	29,8%	18,8%	94,7%
06 Mayotte	262 895	256 518	6,6%	53,8%	4,3%	81,2%
France métropolitaine	65 834 731	64 468 792	0,4%	23,7%	26,9%	49,0%
Outre-mer	2 180 002	2 149 384	1,0%	32,1%	19,3%	84,4%
France	68 014 733	66 618 176	0,5%	24,0%	26,6%	50,1%

Source : INSEE (population totale en 2019 - année de référence 2016 ; population municipale en 2019 - année de référence 2016 ; population municipale 2014 - année de référence 2011) ; estimation de population au 1er janvier, par région, sexe et âge quinquennal.

(1) Population totale en 2019 - année de référence 2016.

(2) Population municipale en 2019 - année de référence 2016.

(3) Taux d'accroissement annuel moyen entre la population municipale 2014 - année de référence 2011 - et la population municipale 2019 - année de référence 2016.

(4) Estimation de population au 1er janvier 2020, par région, sexe et âge quinquennal.

T15 - Données géographiques

[Retour sommaire](#)

Régions	Superficie	Densité	Nombre total de communes	Nombre de communes "rurales" (1)
	km ²	habitants/km ²	au 1er janvier 2019	au 1er janvier 2019
84 Auvergne-Rhône-Alpes	69 711	114	4 030	2 932
27 Bourgogne-Franche-Comté	47 784	59	3 704	3 344
53 Bretagne	27 208	122	1 208	864
24 Centre-Val de Loire	39 151	66	1 758	1 462
94 Corse	8 680	38	360	326
44 Grand Est	57 441	97	5 121	4 291
32 Hauts-de-France	31 806	189	3 789	2 896
11 Ile-de-France	12 012	1 009	1 268	629
28 Normandie	29 907	112	2 651	2 201
75 Nouvelle-Aquitaine	84 036	71	4 314	3 591
76 Occitanie	72 724	80	4 454	3 727
52 Pays de la Loire	32 082	117	1 238	929
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 400	160	946	563
01 Guadeloupe	1 628	242	32	4
02 Martinique	1 128	334	34	8
03 Guyane	83 534	3	22	12
04 La Réunion	2 504	341	24	2
06 Mayotte	374	685	17	2
France métropolitaine	543 941	119	34 841	27 755
Outre-mer	89 168	24	129	28
France	633 109	105	34 970	27 783

Source : INSEE (population municipale en 2019 - année de référence 2016).

(1) Au sens de l'INSEE (communes n'appartenant pas à une unité urbaine).

T16 - Données économiques et sociales

[Retour sommaire](#)

Régions	Population active (1)	Taux de chômage (2)	Produit intérieur brut (PIB) (3)	PIB par habitant (3)	PIB par emploi (3)
		%	M€	€ / h	€ / emploi
84 Auvergne-Rhône-Alpes	3 722 208	6,4	250 120	31 639	75 057
27 Bourgogne-Franche-Comté	1 262 415	6,4	73 942	26 218	68 297
53 Bretagne	1 484 842	6,3	91 910	27 838	69 237
24 Centre-Val de Loire	1 165 090	6,8	70 355	27 274	70 402
94 Corse	147 741	7,6	8 868	26 954	72 047
44 Grand Est	2 577 472	6,9	152 170	27 378	71 848
32 Hauts-de-France	2 697 963	8,6	156 922	26 095	71 672
11 Ile-de-France	6 111 738	6,3	668 823	55 227	107 760
28 Normandie	1 500 455	7,3	91 740	27 465	71 694
75 Nouvelle-Aquitaine	2 672 081	6,8	163 898	27 657	69 464
76 Occitanie	2 604 771	8,4	159 115	27 449	70 723
52 Pays de la Loire	1 738 009	6,6	109 767	29 424	70 963
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 205 653	8,3	154 879	30 864	75 545
01 Guadeloupe	174 021	20,5	8 417	21 201	67 136
02 Martinique	169 052	14,9	9 069	23 900	68 119
03 Guyane	105 012	19,9	4 175	15 853	74 505
04 La Réunion	390 684	21,3	17 997	21 090	63 966
06 Mayotte	73 100	35,1	2 035	8 661	45 415
France métropolitaine	29 890 438	7,0	2 152 508	33 409	80 124
Outre-mer	911 869	n.d.	41 692	19 591	65 074
France	30 802 307	8,4	2 194 200	32 967	79 773

Source : INSEE.

*(1) Recensement de la population de 2017 (exploitation principale), sauf Mayotte (enquête emploi 2018).**(2) Métropole : taux de chômage localisés au deuxième trimestre 2020 ; DOM sauf Mayotte : enquête emploi DOM, taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2019 ; Mayotte : enquête emploi, taux de chômage au deuxième trimestre 2018 ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2019 hors Mayotte.**(3) Comptes régionaux (données 2015 semi-définitives).*